

Décision n° 123/2025

Objet : décision attributive au titre du dispositif Projet Participatif Citoyen

Le président de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations du conseil communautaire en date du 19 octobre 2023 et du 10 avril 2024 par lesquelles celui-ci m'a autorisé à prendre la passation des conventions attributives de subvention relevant du dispositif « 100 projets citoyens participatifs »,

Vu la délibération n°10/2021 en date du 29/03/2021 relative à la création du dispositif « 100 projets citoyens participatifs »,

DECIDE

Article 1 : Le Pays de Mormal représenté par son président décide de signer des conventions de partenariat avec les associations suivantes dans le cadre du dispositif « 100 projets citoyens participatifs » :

Association	Président(e)	Commune	Montant de la subvention
AUTREFOIS BOUSIES	ANNE FOSSIEZ-CACHY	BOUSIES	300 €
CHANTONS SOUS LA PLUIE	DENIS CAURETTES	POTELLE	300 €
LA CERISE	VINCENT CHRISTOPHE	JOLIMETZ	300 €
LES ANCIENS COMBATTANTS	GREGORY LAURENT	POIX DU NORD	300 €
LES FEES MERES & LES PERES VERTS	ELISE CECCHY	BEAUDIGNIES	300 €
MORMAL DANSE	JEAN DEROISSART	GOMMEGNIES	300 €

RECYCLES EN AVESNOIS	CATHERINE BAILLON	POIX DU NORD	300 €
HECQTOR LE SABOTIER	JEREMY BUISSE	HECQ	300 €
LA NOUVELLE HUMBERTINE	OLIVIER CAFFIAUX	MAROILLES	300 €
LA RHONELLE	ERIC DUBOIS	VILLEREAU	300 €

Article 2 : La convention a pour but de définir les modalités de déroulement et de règlement des interventions des associations qui auront lieu durant l'année 2025.

Article 3 : Le montant accordé à chaque association sera versé sur son compte par mandat administratif.

Article 3 : La présente décision sera communiquée au Conseil Communautaire lors de la prochaine séance et affichée en l'hôtel communautaire.

Article 4: La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois suivant sa publication. Elle peut dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur Le Président de la CCPM. Au terme d'un délai de deux mois, à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CCPM vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet de la présente décision.

Article 5: Ampliation de la présente décision sera transmise à madame la Sous-préfète d'Avesnes sur Helpe et au Comptable du trésor.

Le Président certifie :

- La conformité de la présente ampliation,
- Le caractère exécutoire de cet acte publié le
- Transmis le
- Qui peut faire l'objet d'un recours devant

le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Jean-Pierre MAZINGUE